



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 17 octobre 2025

FOCUS : ENTRE RELANCE FERROVIAIRE ET DEFIS LOGISTIQUES, LA CHINE SE POSITIONNE COMME UN ALLIÉ STRATÉGIQUE DE LA COLOMBIE.

Bolivie 3

Au S1 2025, l'économie bolivienne s'est contractée de -2,4 % en g.a. 3

Colombie 3

L'extraction illégale d'or (orpaillage) représenterait un manque à gagner budgétaire annuels de 1,3 Md\$. 3

Le Sénat exige des clarifications budgétaires dans le cadre du projet de réforme du système de santé. 3

Le nombre de jeunes « ni en études, ni en emploi, ni en formation » (NEET) représentent 21,4 % des jeunes. 4

Le Congrès approuve la loi de finances pour 2026. 4

Équateur 4

Troisième revue du programme élargi du FMI : maintien de la stabilité macroéconomique et révision à la hausse de la croissance pour 2025. 4

Reprise du marché automobile équatorien portée par les véhicules hybrides et les importations de véhicules indiens. 5

Accumulation de près de 5 Md\$ d'arriérés budgétaires au T3 2025. 5

Guyana 5

Platts lance de nouvelles références de fret pour le pétrole vers l'Europe. 5

Pérou 6

La présidente de la République, Dina Boluarte, a été destituée le 10 octobre. 6

Le Pérou dispose du meilleur niveau de réserves de la région et d'une balance commerciale excédentaire 6

Suriname 6

Le Conseil de surveillance économique souligne la fragilité de la situation économique du Suriname. 6

Venezuela 7

Fedecamaras observe une diminution de l'activité économique au T2 2025. 7

Les États-Unis autorisent Trinité-et-Tobago à négocier l'exploitation du gisement de gaz *Dragon* avec le Venezuela. 7

La production pétrolière atteint 1,1 M de barils par jour en septembre. 7

Le FMI anticipe une inflation en fin d'année à 559 %, et 270 % en moyenne sur l'année. 7

Focus : entre relance ferroviaire et défis logistiques, la Chine se positionne comme un allié stratégique de la Colombie.

Traversée par trois chaînes de la cordillère des Andes, la Colombie présente une géographie complexe qui pénalise fortement sa connectivité terrestre. Le pays affiche l'une des performances les plus faibles d'Amérique latine en termes de vitesse moyenne de déplacement par route entre les points nodaux, se situant à près de 12 km/h en dessous de la moyenne régionale et se classant derrière des pays comme le Pérou, la Bolivie et l'Équateur. Malgré la prédominance du transport routier, qui représente 74 % du transport de marchandises (contre 17 % pour le ferroviaire), le pays ne dispose que de 6 % de routes pavées.

Le Conseil privé de compétitivité souligne que le renforcement des infrastructures constitue une opportunité majeure pour améliorer l'efficacité et la qualité des services logistiques du pays, dont les coûts afférents s'élèvent à 17,9 % des ventes des entreprises selon l'Enquête nationale logistique (contre 14,7 % en moyenne en Amérique latine). Parmi ces coûts, le transport domestique en Colombie en constitue la part la plus lourde (35,9 % du total). L'index de connectivité de routes est de 65,4 (contre 86,4 en moyenne pour l'OCDE), et l'index de connectivité du transport maritime est évalué à 49,2 contre 58,6 pour l'OCDE. Dès lors la consolidation du transport multimodal et le développement du réseau ferroviaire apparaissent comme une opportunité crédible pour améliorer la compétitivité du pays.

Le gouvernement du président Pétro a montré un intérêt renouvelé pour la réactivation du transport ferroviaire. Il est question de 15 projets prioritaires englobant 1 241 km de voie ferrée et des investissements de l'ordre de 48 Md\$.

Dans ce contexte, les autorités colombiennes mettent en œuvre différentes initiatives afin de relever ces défis et de renforcer l'attractivité du secteur. D'une part, le cadre réglementaire du secteur ferroviaire est actuellement en cours de consolidation, dans le cadre des efforts du pays pour structurer et dynamiser ce segment stratégique. Ainsi, une harmonisation des normes concernant les voies, l'interopérabilité et la signalisation est en cours. D'autre part, la compatibilité entre les infrastructures existantes et les nouveaux projets demeure un enjeu central, alors que le choix entre différentes technologies est encore en cours de clarification. Enfin, les projets en cours font l'objet de modes de fonctionnement divers (partenariats public-privé, initiatives privées, travaux publics), ce qui accroît le besoin de renforcer les entités associées à ces processus et souligne la nécessité d'une coordination renforcée entre eux. Le ministère des Transports élabore actuellement une feuille de route qui devrait clarifier ces points et permettre aux entreprises étrangères de davantage s'investir dans ce secteur.

Les entreprises chinoises se sont positionnées sur les principaux projets d'infrastructure ferroviaire en Colombie, consolidant ainsi la Chine comme partenaire stratégique pour la relance du secteur. Cette dynamique a été renforcée, notamment par l'adhésion de la Colombie à l'initiative des Nouvelles Routes de la soie en mai 2025, ainsi que par les coopérations techniques et les échanges d'expertise entre les deux pays. En parallèle, l'initiative européenne *Global Gateway* et la diversité de l'expertise française sur l'ensemble de la chaîne de valeur ferroviaire sont également hautement pertinentes pour accompagner la modernisation du secteur.

Bolivie

Au S1 2025, l'économie bolivienne s'est contractée de -2,4 % en g.a.

L'économie bolivienne s'est contractée de -2,4 % au S1 2025 (en g.a.). La Bolivie accumule ainsi quatre trimestres consécutifs de contraction, signant une récession commencée mi-2024 (-1,45 % au T3-2024 ; -3,4 % au T4-2024 ; -2 % au T1-2025 ; -2,8 % au T2-2025).

Cette récession est attribuée par les autorités à la chute de la production des secteurs extractifs, aux blocages routiers et aux conflits sociaux qui ont affectés les chaînes de valeur. Les activités extractives, qui représentent traditionnellement plus de 25 % de la valeur des exportations et alimentent les ressources budgétaires, ont vu leur production baisser de 13 % au S1 2025. Toutefois, la crise de balance des paiements (avec un *Boliviano* déprécié de 85 % sur le marché parallèle) et la pénurie de carburant liée a sans doute fortement contribué à la baisse de l'activité.

Dans ce cadre, les nouvelles prévisions du FMI estiment que la croissance ne sera que de 0,6 % en 2025. Aucune projection pour 2026 n'est présentée, par manque d'information et dans l'attente d'un renouvellement politique (second tour des élections ce 20 octobre).

Colombie

L'extraction illégale d'or (orpaillage) représenterait un manque à gagner budgétaire annuels de 1,3 Md\$.

L'orpaillage prive chaque année la Colombie d'environ 1,3 Md\$ de revenus selon l'Association Colombienne des Mines (ACM). Le rapport 2022 de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime estime que 73 % de l'exploitation aurifère alluviale du pays est

illégale. Les principaux départements producteurs sont le Chocó (37 841 ha, 40 % de la surface nationale d'exploitation aurifère illicite) et Antioquia (35 33 ha, 37 %) ; des zones marquées par la présence du *Clan del Golfo*.

Quant à l'or produit légalement, avec 1,82 M d'onces produites en 2024, la Colombie est le 4^e producteur d'Amérique latine selon l'Agence Nationale des Mines (ANM). À août 2025, les exportations ont atteint 2,7 Md\$ (36,7 tonnes), principalement vers les États-Unis (810 M US \$), les Émirats-Arabis-Unis (570 M US \$), et le Canada (421 M US \$).

La dépréciation du dollar a revitalisé l'intérêt pour les métaux l'or et l'argent. L'or a ainsi atteint un record de 4100\$ l'once et pourrait grimper jusqu'à 5 000\$, bénéficiant significativement à la balance commerciale colombienne, pénalisée par ailleurs par la baisse de la production d'hydrocarbures.

Le Sénat exige des clarifications budgétaires dans le cadre du projet de réforme du système de santé.

Le projet de réforme du système de santé colombien a connu un nouveau revers au Sénat, où plusieurs membres de la VII^e Commission ont demandé au gouvernement de justifier ses calculs financiers. Selon la sénatrice du Parti conservateur Nadia Blel, le ministre des Finances, Germán Ávila a reconnu que les prévisions utilisées n'avaient pas été validées par son ministère, mais provenaient du ministère de la Santé, en contradiction avec ce qui est imposé par la loi.

Face à ces incertitudes, certains sénateurs ont réclamé le report du débat, soulignant que les sources de financement restaient floues et que la réforme, en l'état actuel, ne solutionnait pas les problèmes structurels du système de santé colombien (cf. [Focus semaine 41](#)).

Le nombre de jeunes « ni en études, ni en emploi, ni en formation » (NEET) représentent 21,4 % des jeunes.

Entre juin et août, le nombre de jeunes entre 15 et 28 ans ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET) s’est établi à 2,38 M, son niveau le plus bas cette année. Entre décembre 2024 et février 2025, ils étaient 2,74 M, après n’avoir été que 2,37 M entre septembre et novembre 2024. Les « NEET » représentent ainsi 21,4 % des jeunes. Les femmes continuent d’être sur-représentées dans cette catégorie : 14,4 % des jeunes femmes sont NEET (1,6 M) contre 7 % des jeunes hommes (775 000).

La baisse de cette catégorie est portée par les politiques publiques de la jeunesse qui incitent à l’emploi via des subventions à l’emploi, de l’aide à la formation technique ou la mise en place de programmes d’inclusion.

Dans le même temps, les économistes soulignent des difficultés structurelles à l’activité des jeunes. En particulier, le coût des études ainsi que le décalage entre l’offre éducative et la demande du marché du travail.

Le Congrès approuve la loi de finances pour 2026.

La Chambre des représentants et le Sénat ont approuvé la loi de finances pour 2026, d’un montant de 141 Md\$ (546 900 Md COP). Le projet de budget est sous-financé de 4 Md\$ (16 000 Md COP), nécessitant l’approbation d’une nouvelle réforme fiscale.

Le budget est réduit de 3 Md\$ (10 000 Md COP) par rapport au projet présenté par le gouvernement, dont 2 Md\$ (6 000 Md COP) de dépenses de fonctionnement et 1 Md\$ (4 000 Md COP) d’investissements. Le service de la dette représente toujours le premier poste de dépenses avec 25 Md\$ (17,7 % du budget et 5,7 % du PIB, à 97 100 Md COP).

Le comité autonome de la règle budgétaire (CARF) souligne que des économies plus importantes sont nécessaires. Pour l’année 2025, le CARF met en avant des économies de 2 Md\$ (8 300 Md COP) pour se limiter à un déficit de 7,1 % du PIB. Néanmoins, le CARF indique également qu’il n’existe pas de risque de défaut sur la dette.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,8%	38,9%	1891
Change USD/COP	-0,4%	-8,9%	3876
Change EUR/COP	0,6%	-2,5%	4526
Prix du baril (Brent, USD)	-4,3%	-16,4%	62,32

Équateur

Troisième revue du programme élargi du FMI : maintien de la stabilité macroéconomique et révision à la hausse de la croissance pour 2025.

Le FMI et les autorités équatoriennes ont annoncé un accord technique (“staff-level agreement”) dans le cadre de la troisième revue du programme élargi (EFF). Le décaissement de 600 M \$ interviendra une fois approuvé par le Conseil d’administration du FMI. En juillet 2025, ce dernier avait augmenté le programme de 1 Md \$ (à 5 Md \$) et autorisé un tirage immédiat de 600 M \$.

Selon le FMI, le PIB équatorien se redresse plus vite que prévu, porté par la demande intérieure et les exportations non-pétrolières. Tous les critères à fin août 2025 ont été atteints, la balance courante reste excédentaire et les réserves se renforcent. Les services du FMI saluent les réformes du gouvernement Noboa, dont la suppression du subventionnement du diesel, tout en appelant au dialogue social.

Depuis 2024, l’Équateur a reçu 2,1 Md \$ sur les 5 Md \$ prévus jusqu’en 2028 et espère mobiliser 1,2 Md \$ supplémentaire en 2025, les versements restants étant conditionnés au respect des objectifs budgétaires et

structurels, comme la baisse significative du risque pays (actuellement à 864). **Le FMI prévoit désormais une croissance de 3,2 % en 2025 (contre 1,7 % en avril), après une contraction estimée à -2 % en 2024.**

Reprise du marché automobile équatorien portée par les véhicules hybrides et les importations de véhicules indiens.

À la suite de la récession de 2024 et du repli de la demande intérieure, le marché automobile équatorien montre des signes de redressement, avec une progression des ventes de 6 % (en g.a.) sur les neuf premiers mois de 2025. Cette croissance s'appuie sur le dynamisme du segment des véhicules hybrides, dont les ventes ont augmenté de 32 %. Cette tendance s'explique par la réduction progressive des subventions sur le carburant depuis 2024, et les nombreux avantages fiscaux dont bénéficient ces modèles — exonération de droits de douane et de l'ICE (impôt sur les consommations spéciales).

Sur la période janvier-septembre 2025, les véhicules assemblés en Inde ont représenté 6 % des ventes sur le marché équatorien, positionnant le pays, au troisième rang des fournisseurs automobiles derrière la Chine (48 %) et la production locale (11,4 %). Un résultat d'autant plus notable que, contrairement à l'UE et à la Chine, l'Inde ne bénéficie d'aucune préférence tarifaire sur le marché équatorien. Cette progression de 54 % en g.a reflète le dynamisme croissant du secteur automobile indien, porté par la délocalisation de marques asiatiques (coréennes et japonaises) et la compétitivité de ses coûts de production. L'essor des modèles hybrides, comme la Suzuki Swift Hybride fabriquée en Inde, 5^{ème} modèle le plus vendu en Equateur, illustre l'entrée de pays dans le trio de tête du marché automobile équatorien.

Accumulation de près de 5 Md\$ d'arriérés budgétaires au T3 2025.

Au T3 2025, l'État équatorien accumule 4,85 Md\$ d'arriérés, dont 1,96 Md\$ généré entre janvier et septembre 2025 et 2,89 Md\$ reportés des années précédentes. Ces retards pèsent principalement sur les municipalités (881 M\$), l'IESS et l'Isspol (sécurité sociale, 376 M\$) ainsi que les fournisseurs de l'État (288 M\$). Impactés par ces arriérés de l'État en leur faveur, les collectivités locales peinent à verser les salaires et maintenir les services essentiels. Véritable mécanisme de financement dissimulé, l'accumulation d'arriérés permet à l'État de différer ses paiements, faute de liquidités. Le déficit budgétaire pourrait atteindre entre 5,4 Md\$ et 5,6 Md\$ pour 2025, tandis que la dette publique franchit 83 Md\$. Les dépenses courantes, incluant les compensations sociales à la suppression des subventions au diesel, atteignent 2,3 Md \$.

Guyana

Platts lance de nouvelles références de fret pour le pétrole vers l'Europe.

Platts, la principale agence mondiale d'évaluation des prix de l'énergie, publiera à partir du 1^{er} décembre de nouveaux indices de fret pour les pétroliers Suezmax (130 000 tonnes métriques) reliant le Guyana à l'Europe. Ces références indiqueront le coût de transport du pétrole guyanien vers le Royaume-Uni et la Méditerranée. Ceci facilitera la fixation des prix et la négociation entre compagnies pétrolières et armateurs.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'augmentation des exportations de pétrole du Guyana vers l'Europe : en hausse de 162 % entre 2022 et 2024 (de 7,1 à 18,6 M de tonnes). Ce flux croissant résulte du redéploiement des importations européennes depuis le conflit en Ukraine, qui a renforcé la place du Guyana comme fournisseur de pétrole.

Pérou

La présidente de la République, Dina Boluarte, a été destituée le 10 octobre.

La présidente du Pérou Dina Boluarte a été destituée par un vote majoritaire du Parlement dans la nuit du jeudi 9 octobre au vendredi 10 octobre 2025. D. Boluarte a été destituée pour «incapacité morale permanente » à l'issue d'un vote de 124 législateurs, quelques heures seulement après l'effondrement de sa coalition. Conformément à la Constitution, le président du Parlement, José Jerí, assurera la présidence par intérim du pays jusqu'aux élections générales d'avril 2026, devenant ainsi le septième chef d'État du Pérou depuis 2016.

Cette crise politique n'a pas déclenché de réaction significative dans le monde économique. La banque d'investissement *J.P. Morgan* a affirmé que cette destitution n'était pas inattendue et que l'instabilité politique n'est pas nouvelle au Pérou. Les prévisions de croissance n'ont pas été impactées par la nouvelle: l'agence Moody's a augmenté ses prévisions de 3,1 % à 3,3 %, tout comme le FMI de 2,8 % à 2,9 %. Cela s'explique par des prix élevés du cuivre, une faible inflation et une maîtrise de la dépense publique.

Du côté des entreprises, les organisations patronales ont salué les compétences techniques des nouveaux ministres. Elles demandent au nouveau gouvernement de relancer l'économie, sécuriser les zones productives, réduire la bureaucratie et renforcer le dialogue public-privé.

Le Pérou dispose du meilleur niveau de réserves de la région et d'une balance commerciale excédentaire.

Selon la Banque centrale (BCRP), le niveau d'actifs de réserves du Pérou a atteint 28 % du PIB en août 2025 : le niveau le plus élevé de la région, devant le Brésil (16 %), la Colombie

(15 %) et le Chili (14 %). Les réserves internationales nettes (RIN) ont atteint 89 Md\$ et ont dépassé leur niveau de 2024 et 2023. Le niveau élevé des réserves renforce la capacité du Pérou à faire face aux chocs externes et à maintenir la stabilité macroéconomique.

La balance commerciale du Pérou a poursuivi sa tendance haussière, atteignant 27 Md\$ sur 12 mois glissants arrêtés à fin août 2025. Cette performance s'explique principalement par la progression des exportations, qui se sont élevées à 83 Md\$, permise par un effet prix, reflétant l'augmentation des cours de l'or, du cuivre et du café. Les importations, quant à elles, ont atteint 56 Md\$.

Suriname

Le Conseil de surveillance économique souligne la fragilité de la situation économique du Suriname.

Le Conseil de surveillance économique du Suriname (SEOB) a souligné dans son dernier rapport la vulnérabilité de l'économie surinamaïse. Certains indicateurs macroéconomiques ont toutefois retrouvé le chemin de la soutenabilité, avec notamment des réserves internationales suffisantes (1,5 Md\$) et une baisse du ratio dette/PIB à 84,5 % (-1,4 pp par rapport au mois de juin) – bien que ce ratio reste supérieur au plafond légal de 60 %.

Le rapport met en avant la poursuite de la hausse de l'inflation. L'inflation a atteint 10 % en juillet (+2 pp par rapport au mois de juin). Cette hausse est principalement portée par la hausse des dépenses publiques (liée au cycle électoral) et par la croissance du crédit dans le secteur privé, qui alimentent la demande. **La dépréciation du dollar surinamais (-16,14 % en g.a.) contribue également à l'inflation.**

Venezuela

Fedecamaras observe une diminution de l'activité économique au T2 2025.

La Fédération vénézuélienne des chambres de commerce et de production (Fedecamaras), organisme regroupant 143 associations professionnelles a présenté les résultats de son enquête menée au T2 2025. **Cette enquête souligne que les entreprises ont enregistré une contraction de -3,8 % de leur chiffre d'affaires par rapport au T2 2024.** Les secteurs connaissant la contraction la plus importante sont la construction (-22,9 %), le commerce (-6,3 %), l'agriculture (-5,2 %) et l'industrie manufacturière (-2,9 %). Au contraire, les services immobiliers (+3,5 %) et le tourisme (+0,7 %) ont enregistré une croissance. Au niveau régional, la région andine enregistre la plus forte contraction (-15 %) suivie par le sud (-8,9 %). La région de Los Llanos enregistre la plus faible contraction (-1,5 %).

D'autres indicateurs témoignent d'une contraction de l'activité économique :

(i) quatre entreprises sur dix fonctionnent à la moitié de leur capacité, dans le secteur manufacturier, la capacité utilisée moyenne atteignant 43,8 %; (ii) le recrutement de nouveaux salariés baisse de -2,3 % (59 % des entreprises ont maintenu leur salariés, 33 % ont signalé des réductions et 8 % ont indiqué des augmentations); (iii) l'utilisation des devises dans les transactions privées a chuté à 41,5 % (contre 75,4 % en janvier 2023).

Les États-Unis autorisent Trinité-et-Tobago à négocier l'exploitation du gisement de gaz Dragon avec le Venezuela.

Le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) étatsunien a accordé une nouvelle licence permettant à Trinité-et-Tobago et Shell de reprendre les négociations avec PDVSA autour du gisement de gaz *offshore*

Dragon. Cette autorisation permet à Shell et à la compagnie nationale de gaz (GNC) de Trinité-et-Tobago de négocier le projet du champ *Dragon* jusqu'en 2026. L'OFAC impose néanmoins que des entreprises étatsuniennes soient associées au développement du projet gazier dans les eaux vénézuéliennes.

La production pétrolière atteint 1,1 M de barils par jour en septembre.

Selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), **la production vénézuélienne de pétrole a atteint 1,1 M de barils par jour (bpj) au mois de septembre (+8 000 bpj par rapport au mois d'août).** Si les sources non-officielles s'accordent sur l'augmentation de la production, elles indiquent une production plus faible, de 967 000 bpj (+27 000 bpj).

Le pétrole de référence Merey à 16 degrés API a enregistré une baisse de -0,93\$/baril en septembre par rapport au mois d'août, pour s'échanger à 55,3\$/baril. Sur l'année, le prix moyen du baril s'établit à 58,6\$, soit -13 % par rapport à la même période en 2024 (67,15\$).

Le FMI anticipe une inflation en fin d'année à 559 %, et 270 % en moyenne sur l'année.

Dans son rapport *World Economic Outlook* (WEO), publié le 14 octobre, le FMI prévoit une croissance de 0,5 % du PIB pour le Venezuela. **L'inflation devrait atteindre 270 % en moyenne en 2025 et 559 % à la fin de l'année. En 2026, l'inflation serait en moyenne de 629 %, et de 682 % en fin d'année.** La prévision du FMI quant au niveau de l'inflation fin 2025 est ainsi bien plus pessimiste que celle des économistes locaux, qui la prévoient entre 280 % et 350 % (cf. [Brèves semaine 41](#)).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (M USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,8 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,5	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,3	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,25	58,9	81	+3	3,7

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Xavier FOUVET, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)